Caisse Nationale de l'Assurance Maladie

des Travailleurs Salariés

Sécurité Sociale

Circulaire CNAMTS

Date :

15/12/81

Origine :

DGR

ENSM

MM les Directeurs et Agents Comptables
des Caisses Primaires d'Assurance Maladie

MM les Directeurs et Agents Comptables
des Caisses Régionales d'Assurance Maladie

MM les Médecins-Conseils Régionaux

Réf. :

DGR n° 1229/81 - ENSM n° 562/81

Plan de classement :

50

Objet :

Remboursement des dépenses consécutives à des contrôles médicaux effectués à la demande de la Commission Technique instituée par le Protocole d'accord administratif franco-marocain du 1er juin 1978.

Les dépenses consécutives aux contrôles médicaux effectués à la demande de la Commission Technique instituée par le Protocole d'accord administratif franco-marocain du 1er juin 1978 peuvent donner lieu à remboursement dans la limite de 32 dirhams.

1) Lettre ministérielle du 7 septembre 1981 prévoyant le remboursement de ces dépenses.

Pièces jointes :

--	--

Liens :

Date d'effet :

Date de Réponse :

Dossier suivi par :

Téléphone :

@

15/12/81

Origine :
DGR
ENSM

MM les Directeurs et Agents Comptables
des Caisses Primaires d'Assurance Maladie

MM les Directeurs et Agents Comptables
des Caisses Régionales d'Assurance Maladie
(pour attribution)

MM les Médecins-Conseils Régionaux
(pour attribution)

N/Réf. : DGR n° 1229/81
ENSM n° 562/81

Objet : Remboursement des dépenses consécutives à des contrôles médicaux effectués à la demande de la Commission Technique instituée par le Protocole d'accord administratif franco-marocain du 1er juin 1978.

J'ai l'honneur de vous communiquer en annexe, copie de la lettre ministérielle du 7 septembre 1981 (Réf : n° 7711 - Bureau des Conventions Internationales), relative au remboursement des contrôles médicaux effectués à la demande de la Commission Technique instituée par le Protocole d'accord administratif franco-marocain du 1er juin 1978 (cf. Circulaire n° 59 SS du 24 août 1979 - Bulletin Juridique n° 38-78 - P41 - MAROC).

Compte tenu du caractère particulier de ces contrôles médicaux, il convient d'appliquer au remboursement de ces dépenses la limite de 32 D H prévue dans la lettre - circulaire n° 54 du 20 mars 1972 émanant de la Caisse Nationale de l'Assurance Maladie des Travailleurs Salariés (cf. Bulletin Juridique - n° 17-72 - même rubrique).

Médecin-Conseil National

Pour le Directeur et par délégation,
Le Directeur-Adjoint chargé
de la Gestion du Risque,

Docteur Jean MARTY

J. GOURAULT

CHR/MP

MINISTERE
DE LA SOLIDARITE NATIONALE

DIRECTION DE LA SECURITE SOCIALE
Bureau des Conventions Internationales

7 711

REPUBLIQUE FRANCAISE

PARIS, le 07 septembre 1981
1, Place de Fontenoy - 75700 PARIS
Tél : 567.55.44

Le Ministre de la Solidarité Nationale

à

M le Président du Conseil d'Administration
de la Caisse Nationale d'Assurance Maladie
des Travailleurs Salariés,

M le Président du Conseil d'Administration
de la Caisse Nationale d'Assurance Vieillesse
des Travailleurs Salariés,

M le Président du Conseil d'Administration
de la Caisse Nationale des Allocations Familiales,

M le Président du Conseil d'Administration
de la Caisse Autonome Nationale
de Sécurité Sociale dans les Mines,

M le Directeur du Centre de Sécurité Sociale
des Travailleurs Migrants,

M les Directeurs Régionaux des Affaires
Sanitaires et Sociales,

M les Directeurs Régionaux de la Sécurité Sociale,
M les Directeurs Départementaux des Affaires
Sanitaires et Sociales.

Objet : Remboursement des contrôles médicaux effectués à la demande de la Commission Technique instituée par le Protocole d'accord administratif franco-marocain du 1er juin 1978 relatif aux incidences de l'application de la législation marocaine sur l'état civil aux ressortissants marocains demeurant en France ou venant y résider et y travailler.

La circulaire ministérielle n° 59 SS du 24 août 1979 vous a, je le rappelle, donné toutes indications pour l'application du protocole d'accord administratif franco-marocain du 1er juin 1978, en vue de donner leur solution aux problèmes posés par les incidences, en matière de sécurité sociale, de la réforme de l'état civil marocain.

Dans le cadre de l'accord ainsi intervenu entre les deux pays, la commission technique franco-marocaine, prévue par l'article 3 du protocole, a été amenée à examiner les cas litigieux qui n'ont pu être réglés par la seule production d'une attestation de concordance.

Cette commission a estimé, dans certains cas particuliers où les éléments fournis pour établir l'identification du travailleur n'apparaissaient pas suffisamment probants, devoir recourir à un examen médical de l'intéressé, destiné à préciser son âge réel.

Ces examens étant le plus souvent effectués au Maroc en raison du retour dans leur pays d'origine des requérants, les autorités marocaines ont demandé que les frais afférents à ces contrôles soient pris en charge par la sécurité sociale française, nonobstant les dispositions des accords franco-marocains selon lesquelles il est renoncé de part et d'autre au remboursement des frais de contrôle en matière de soins de santé.

J'ai marqué mon accord à cette solution, s'agissant de contrôle qui nécessitent, en raison de leur objet même, un examen s'apparentant plutôt à ceux qui sont pratiqués en vue de déterminer le degré d'invalidité ou le taux d'incapacité résultant d'un accident du travail. Ces derniers examens sont, comme vous le savez, remboursés sur factures.

Il conviendra donc que les organismes de sécurité sociale qui ont porté devant la Commission Technique franco-marocaine les litiges pour le règlement desquels les contrôles médicaux en cause sont demandé prennent à leur charge les frais nécessités par ces contrôles.

Ces frais seront remboursés sur dépenses réelles dans les conditions habituellement applicables aux contrôles effectués en matière d'invalidité et d'accident du travail.

Pour le Ministre et par délégation,
Le Directeur de la Sécurité Sociale,
P/Le Chef de Service
Adjoint au Directeur de la Sécurité Sociale

G. DORION